



Les propriétaires de garderies privées furieux

Publié le 08 novembre 2013 à 16h25



Photo André Pichette, La Presse

Lise Millette

La Presse Canadienne

Les propriétaires de garderies privées sont furieux contre la ministre de la Famille, Nicole Léger. Ils l'accusent d'avoir renié sa promesse et trahi leur confiance en faisant fi d'une entente sur les coupes imposées par Québec au réseau de garde privé. Le gouvernement avait promis d'étaler les coupes de 28 000 \$ par garderie en cinq versements égaux. La ponction d'environ 6000 \$ par mois devait être imposée de novembre 2013 à mars 2014. Or le gouvernement a fait volte-face pour retrancher 15 000 \$ le 1er novembre.

Refinancement, empiètement sur les marges de crédit, révision de services. Plusieurs établissements se retrouvent financièrement étouffés et ils en tiennent la ministre Léger responsable. Des propriétaires et employés de garderies ont manifesté vendredi après-midi devant le Palais des congrès, où la ministre Léger prenait part au Forum de la famille québécoise.

Les parties avaient convenu d'un étalement des compressions afin d'en amenuiser les effets sur les budgets des garderies. Les propriétaires accusent maintenant le gouvernement de ne pas respecter cette entente en leur imposant une récupération de 66% en un seul mois.

Le président de l'Association des garderies privées, Sylvain Lévesque, parle d'une situation aberrante et considère que la ministre Léger met le réseau en danger. «Elle est en train de mettre notre réseau en péril. Et c'est clair que c'est par idéologie politique envers les garderies privées. On sait où se positionne le Parti québécois!», a décrié le président de l'AGPQ.

M. Lévesque estime que le gouvernement favorise son réseau des Centres de la petite enfance (CPE) et qu'il s'en prend directement au réseau privé. Il fait valoir que ces coupes feront mal aux entreprises puisque certains frais sont inévitables, notamment au chapitre des salaires. «Nos éducatrices, il faut les payer, elles ne vivent pas de l'air du temps. En plus, nous n'avons pas le droit aux subventions de l'État quand nous sommes en déficit, contrairement aux CPE. C'est nos banques qui nous posent des questions. Nous faisons face à des impacts majeurs», a dit M. Lévesque.

La manifestation de vendredi réunissait des gestionnaires et des employés, mais l'Association assure que les parents sont aussi prêts à venir appuyer les éducatrices et les propriétaires des garderies. Des feuillets d'information sont publiés sur une base hebdomadaire afin de tenir les parents informés des pourparlers avec le gouvernement.

«Nous, on se tient mobilisé jusqu'au prochain budget. On ne sait pas à quoi s'attendre de la ministre qui ne respecte pas ses engagements», a conclu M. Lévesque.